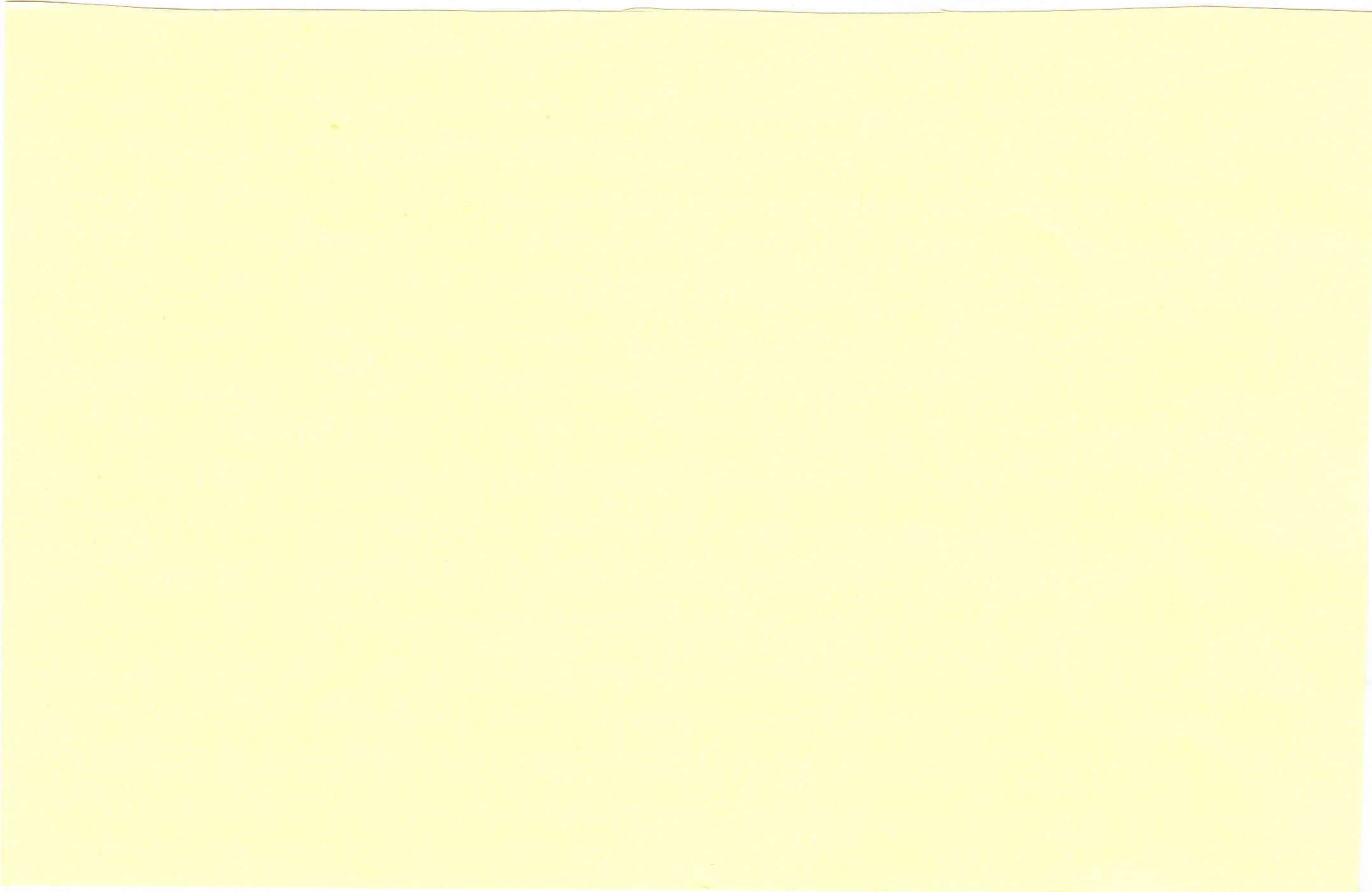


**REQUÊTE DE DEMANDE EN REPARATION DE PLUSIEURS
OMMISSIONS/ERREURS MATERIELLES (Art. 794 C.J. et ART. 796 C.j.)**

A Monsieur le Président de la Deuxième Chambre de la Cour de cassation,
ONT L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER RESPECTUEUSEMENT :



Assistés par leur conseil Me Philippe VANLANGENDONCK, avocat, dont le cabinet est situé Avenue Louise 391 /5 à 1050 Bruxelles.

Attendu que la 2° Chambre de la Cour de céans a rendu, le 10 avril 2019, un arrêt en cause des mêmes parties, sous le n° de R.G. **P.19.0354.F**;

Que cet arrêt du 10 avril 2019 contient plusieurs omissions matérielles, en page 1 et 4 :

1) en page 1, à savoir, après les mots « Michel Nolet de Brauwere » que la mention des mots suivants « van Steeland » est une mention qui a été omise ;

2) en page 4, à savoir, après les mots « de Formanoir » que la mention des mots suivants « de la Cazerie » est une mention qui a été omise

Remis le 29 AVR. 2019
..... au greffe
de la Cour de Cassation.
Le greffier,
[Signature]
De Wadriport P.

Que cet arrêt du 10 avril 2019 contient une erreur matérielle en page 3 :

A savoir, après les mots « Armendijlaan, 37, » que la mention du mot suivant « inculpés,», est une mention erronée qui doit être biffée ;

Motivation de la présente demande en réparation de plusieurs omissions matérielles :

I) Qu'il importe de réparer les omissions matérielles et l'erreur matérielle telles qu'exposées supra, étant donné que l'exigence de la conformité dans un jugement ou un arrêt du nom de tout magistrat y participant, et ceci autant pour la magistrature assise que debout, avec son patronyme tel que figurant dans les registres de l'état civil, et a fortiori dans son arrêté royal de nomination (cfr annexes pour la publication au Moniteur belge des AR de nomination de Monsieur Nolet de Brauwere van Steeland et de Monsieur de Formanoir de la Cazerie) est une exigence, sous peine de nullité de la décision de justice ou de l'arrêt et ce y compris devant la Cour de cassation, en application de l'article 780 du Code judiciaire qui stipule que :

« Art. 780. Le jugement contient, à peine de nullité, outre les motifs et le dispositif:

1° l'indication du juge ou du tribunal dont il émane; les noms des membres du siège, du magistrat du ministère public qui a donné son avis et du greffier qui a assisté au prononcé;

2° les nom, prénom et domicile sous l'indication desquels les parties ont comparu et conclu et, le cas échéant, leur numéro de registre national ou numéro d'entreprise]2;

3° l'objet de la demande et la réponse aux moyens des parties exposés conformément à l'article 744, alinéa 1er;

4° la mention de l'avis du ministère public;

5° la mention et la date de la prononciation en audience publique.

Le jugement contient, le cas échéant, l'indication du nom des avocats. »

L'Art. 788 du Code judiciaire précise que : « *Le procureur général peut se faire présenter les feuilles ou procès-verbaux d'audience, d'office ou à la demande d'un intéressé, pour vérifier s'il a été satisfait aux dispositions qui précèdent.* »

L'Art. 789 du Code judiciaire dispose encore que : « *Il est procédé de la même manière à la Cour de cassation pour les arrêts et les feuilles d'audience de cette cour.* »

II) Qu'en page 3 la mention du mot « inculpés, » doit être biffée car il n'existe pas d'inculpés en considération de l'Ordonnance de soit-communié du 28.10.2016 mentionnant « la procédure à charge de : X, » ;

Que par conséquent, il convient de réparer les omissions ou erreur matérielle telles que reprises en termes de dispositif de la présente, dès lors que celles-ci n'étendent, ni ne restreignent ou modifient les droits faisant l'objet de cette décision du 10 avril 2019 ;

A CES CAUSES,

Le requérant Vous prie, Monsieur le Président de la 2^o Chambre de la Cour de cassation de déclarer la présente requête recevable et fondée et par conséquent, après avoir appelé l'affaire et établi le cas échéant un calendrier d'échange de conclusions dans le cadre de la mise en état de cette affaire en application de l'article 747 du Code judiciaire, de rectifier l'arrêt du 10/04/2019 en réparant les omissions et erreur matérielle suivantes :

En pages 3 et 4 de cet arrêt du 10 avril 2019:

- 1) Après les mots « Nolet de Brauwere », la mention des mots suivants « van Steeland » est une mention qui a été omise et doit être insérée à cet endroit ;
- 2) après les mots « de Formanoir », la mention des mots suivants « de la Cazerie » est une mention qui a été omise et doit être insérée à cet endroit ;

En page 3 de cet arrêt de cet 10 avril 2019:

A savoir, après les mots « Armendijlaan, 37, » que la mention du mot suivant « inculpés,», est une mention erronée qui doit être biffée ;

ET VOUS FEREZ JUSTICE,
SALUT ET RESPECT.

Le 29 avril 2019
Pour les requérants,
Leur conseil,
Philippe VANLANGENDONCK
Avocat

Annexes :

- 1) Arrêtés de nominations publiés au Moniteur belge de l'avocat général NOLET de BRAUWERE van STEELAND et du conseiller de FORMANOIR de LA CAZERIE
- 2) Ordonnance de soit-communicé du 28.10.2016 mentionnant « la procédure à charge de : X, »

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van de programma's 01, 11 en 12 van organisatieafdeling 14 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2015 wordt gewijzigd als volgt :
(in duizend euro)

Basisallocatie	Initieel krediet na 1 ^e aanpassing en overdrachtsbesluiten		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	VK	VK	VK	VK	VK
OA 14 12.02.01	90	225	- 90	- 175	0	50
OA 14 12.05.11	66	66	- 21	- 21	45	45
OA 14 12.10.11	211	219	+ 30	+ 30	241	249
OA 14 14.03.11	9.600	9.551	+ 640	-	10.240	9.551
OA 14 41.01.11	300	574	-	- 15	300	559
OA 14 51.14.11	2.600	3.200	- 443	-	2.157	3.200
OA 14 73.01.11	2.574	2.846	+ 998	- 185	3.572	2.661
OA 14 73.03.11	10.280	15.400	- 3.305	+ 1.126	6.975	16.526
OA 14 73.09.11	2.491	1.100	+ 381	-	2.872	1.100
OA 14 73.21.11	6.900	5.100	+ 805	- 800	7.705	4.300
OA 14 74.01.11	241	413	-	+ 40	241	453
OA 14 14.04.12	2.755	2.700	+ 166	-	2.921	2.700
OA 14 73.01.12	3.210	5.135	+ 561	-	3.771	5.135
OA 14 73.19.12	1.340	3.000	+ 278	-	1.618	3.000

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.

Art. 4. De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 2015.

M. PREVOT
C. LACROIX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2016/200797]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 9 december 2015, dat in werking treedt op de datum van de eedaflegging, is de heer Nolet de Brauwere van Steeland M., substituut-procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel, benoemd tot advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie.

Bij koninklijk besluit van 6 januari 2016, is de heer Trigaux J.-M., federaal magistraat bij het federaal parket, benoemd tot raadsheer in het hof van beroep te Bergen.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2016/200797]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 9 décembre 2015, entrant en vigueur à la date de la prestation de serment, M. Nolet de Brauwere van Steeland M., substitut du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles, est nommé avocat général près la Cour de cassation.

Par arrêté royal du 6 janvier 2016, M. Trigaux J.-M., magistrat fédéral près le parquet fédéral, est nommé conseiller à la cour d'appel de Mons.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2016/22020]

18 JANUARI 2016. — Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — College van geneesheren voor weesgeneesmiddelen. — OFEV, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Aanduiding van de leden

Artikel 1. Bij ministeriële beslissing van 18 januari 2016, worden de dames Carina Bonnewyn, Sophie Carlier en Caroline Dahlqvist, en de heren Paul De Vuyst, Gustaaf Nelis, Hans Slabbynck, Chris Van Haecht en Wim Wuyts benoemd tot leden van het College van geneesheren voor weesgeneesmiddelen - OFEV, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, op voorstel van de Minister van Sociale Zaken.

Art. 2. Deze beslissing treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2016/22020]

18 JANVIER 2016. — Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Collège des médecins pour des médicaments orphelins. — OFEV, institué auprès du Service des soins de santé. — Désignation des membres

Article 1^{er}. Par décision ministérielle du 18 janvier 2016, Mmes Carina Bonnewyn, Sophie Carlier et Caroline Dahlqvist, et MM. Paul De Vuyst, Gustaaf Nelis, Hans Slabbynck, Chris Van Haecht et Wim Wuyts, sont nommés membres du Collège des médecins pour des médicaments orphelins - OFEV, institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales.

Art. 2. La présente décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2016/22021]

18 JANUARI 2016. — Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Colleges van geneesheren voor weesgeneesmiddelen, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Vervanging van de leden

Artikel 1. Bij ministeriële beslissing van 18 januari 2016, vervangt de dame Sophie Carlier de heer Christophe Van Den Bremt als vertegenwoordiger van verzekeringsinstellingen van alle Colleges van geneesheren voor weesgeneesmiddelen, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 2. Deze beslissing treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Minister van Sociale Zaken
Mevr. M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C - 2016/22021]

18 JANVIER 2016. — Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Collèges des médecins pour les médicaments orphelins, institués auprès du Service des soins de santé. — Remplacement de membres

Article 1^{er}. Par décision ministérielle du 18 janvier 2016, Mme Sophie Carlier remplace M. Christophe Van Den Bremt, en tant que membre représentant des organismes assureurs, au sein de tous les Collèges des médecins pour des médicaments orphelins institués auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Art. 2. La présente décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2016/200290]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 6 januari 2016 :

- is het aan de heer Boels, Y., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vrederegerecht van het kanton Ukkel.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

- die in werking treden op de datum van de eedaflegging, zijn benoemd tot raadsheer in het Hof van Cassatie:

- de heer de Formanoir de la Cazerie, E., (jonkheer), substituut-generaal bij het arbeidshof te Brussel;

- de heer Lugentz, F., raadsheer in het hof van beroep te Brussel.

- dat in werking treedt op de datum van de eedaflegging welke niet mag gebeuren voor 1 april 2016, is Mevr. Konsek, T., familie- en jeugdrechtster in hoger beroep in het hof van beroep te Luik, benoemd tot raadsheer in het Hof van Cassatie.

- is Mevr. Callens, M.-H., rechter in de familie- en jeugdrechtbank in de rechtbank van eerste aanleg te Luik, benoemd tot raadsheer in het hof van beroep te Luik.

- dat in werking treedt op de datum van de eedaflegging, is Mevr. Noël, S., substituut-procureur des Konings bij het parket te Waals-Brabant, aangewezen tot het mandaat van federaal magistraat bij het federaal parket voor een termijn van vijf jaar.

- is de aanwijzing van Mevr. Sevens, V., eerste substituut-procureur des Konings bij het parket te Brussel, tot de functie van substituut-procureur des Konings, gespecialiseerd in strafuitvoeringszaken, voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel, hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 januari 2016.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2016/200290]

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 6 janvier 2016 :

- est acceptée à sa demande, la démission de M. Boels, Y., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du canton d'Uccle.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

- entrant en vigueur à la date de la prestation de serment, sont nommés conseiller à la Cour de Cassation :

- M. de Formanoir de la Cazerie, E., (écuyer), substitut général près la cour du travail de Bruxelles;

- M. Lugentz, F., conseiller à la cour d'appel de Bruxelles.

- entrant en vigueur à la date de la prestation de serment laquelle ne peut avoir lieu avant le 1^{er} avril 2016, Mme Konsek, T., juge d'appel de la famille et de la jeunesse à la cour d'appel de Liège, est nommée conseiller à la Cour de Cassation.

- Mme Callens, M.-H., juge au tribunal de la famille et de la jeunesse au tribunal de première instance de Liège, est nommée conseiller à la cour d'appel de Liège.

- entrant en vigueur à la date de la prestation de serment, Mme Noël, S., substitut du procureur du Roi près le parquet du Brabant wallon, est désignée au mandat de magistrat fédéral près le parquet fédéral pour un terme de cinq ans.

- la désignation de Mevr. Sevens, V., premier substitut du procureur du Roi près le parquet de Bruxelles, à la fonction de substitut du procureur du Roi, spécialisé en application des peines, pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, est renouvelée pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 2016.

2

TRIBUNAL DE PREMIÈRE
INSTANCE FRANCOPHONE DE BRUXELLES

Cabinet du Juge d'instruction
M. CLAISE

Palais de Justice
Bâtiment « PORTALIS »
4, rue des Quatre-Bras
1000 Bruxelles
tél. : 02/508.70.20
fax : 02/519.84.12

ORDONNANCE DE SOIT COMMUNIQUE

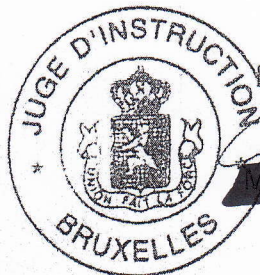
Dossier n° 16/049
Notices n° BR64.99.774/16

Nous, **M. CLAISE**, juge d'instruction au Tribunal de Première Instance francophone de Bruxelles, vu les articles 61 § 1 et 127 § 2 du Code d'Instruction Criminelle, communiquons les pièces de la procédure à charge de :

X.

à Monsieur le Procureur du Roi, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra.

Bruxelles, le 28/10/2016



Le Juge d'instruction,

M. CLAISE